

# **Impacts socio-économiques d'un site intégré de création d'actifs productifs : cas du site intégré FFA de Illimazak, Niger**

IBRAHIM OUBANDAWAKI Chaibou<sup>1</sup>, ALHASSANE Ali<sup>1</sup>,  
MAHAMANE Ali<sup>2</sup>

<sup>1+</sup>

<sup>1</sup> Université Djibo Hamani de Tahoua, Faculté des Sciences Agronomiques, Tahoua, Niger

<sup>3</sup> Université Abdou Moumouni de Niamey, Faculté des Sciences et Techniques, Niamey, Niger

Corresponding Author: ali2alhassane@gmail.com

**Résumé :** La commune rurale de Tabalak (Est de Tahoua) est confrontée depuis plusieurs années à des sécheresses récurrentes, une pluviométrie irrégulière et l'appauvrissement des sols. Ces phénomènes ont affecté négativement la production et contribuent à une détérioration des conditions de vie des populations rurales qui font déjà face à la pauvreté. Pour renverser la tendance, le PAM a développé une stratégie axée sur la création d'actifs productifs basée sur la mobilisation des eaux de surface. Ce travail a étudié les impacts socio-économiques du site intégré de création d'actifs productifs de Illimazak dans la commune rurale de Tabalak. Les données ont été collectées auprès de 150 bénéficiaires choisis de façon aléatoire dans les 10 villages qui composent le site à raison de 15 bénéficiaires par village. Il ressort de cette étude que plusieurs techniques de restauration des terres (demi-lunes, cordon-pierreux, banquettes et zai) ont été réalisées en fonction de la nature du terrain. Les résultats montrent que d'une part, ces travaux de FFA ont donné aux bénéficiaires d'excellentes occasions de nouer de nouvelles amitiés, d'établir et de faire partie de réseaux de soutien, et de renforcer leur sentiment d'efficacité personnelle et d'estime de soi ; et d'autre part, ont influencé positivement leurs revenus et leur bien-être.

**Mots clés :** Actifs productifs, Impacts, Restaurations des terres, PAM, Tabalak,

---

Date of Submission: 14-12-2025

Date of acceptance: 28-12-2025

---

## **I. INTRODUCTION**

Au Niger, les dégradations des terres ont affecté négativement les productions agricoles et contribuent à une détérioration des conditions de vie des populations rurales qui font déjà face à la pauvreté. Il en résulte alors, une forte pression sur les ressources naturelles, compromettant ainsi leurs durabilités (PAM, 2019).

Dans la commune rurale de Tabalak pour faire face à cette situation, l'Etat du Niger et ses partenaires au développement dont le PAM et la GIZ ont mis en place plusieurs stratégies de résilience des communautés vulnérables. L'une des stratégies, est la création des actifs productifs basés sur la mobilisation des eaux de surface (ouvrages CES/DRS ; seuil).

Le débat actuel sur la lutte contre la pauvreté durable tend à cibler les actifs que possèdent les pauvres plutôt que leur consommation ou leurs revenus. Un actif représente un stock de ressources naturelles, humaines, financières ou sociales qui peut être acquis, développé, transféré à travers les générations. Il génère des flux, des consommations et même des stocks additionnels de mêmes ou d'autres actifs (Moser, 2006).

La capacité que possèdent les différents actifs à générer des flux, des revenus et des stocks permet de les qualifier de 'productif' (Barrett et Reardon, 2000). L'analyse économique s'intéresse généralement à ces actifs productifs en relation avec la croissance économique et le bien-être. En effet, les actifs productifs ont un effet sur le bien-être c'est-à-dire ont un effet sur le revenu (Abdelhak et al., 2012) ; sur la croissance du revenu et la pauvreté de long terme (Siegel P. B. ; Deininger et Olinto, 2000) et sur la consommation (Ravallion, 1998 ; Katz, 2003). Par ailleurs, les actifs sont stables à travers le temps (Moser, 2006), laquelle stabilité permettant d'étudier le bien-être de longue période.

Toutefois, l'influence des actifs productifs sur le bien-être dépend du type d'actif dont il est question. Les évidences empiriques démontrent que l'accès à la terre par la redistribution influence positivement et significativement le revenu, la consommation, la sécurité alimentaire et la possession d'autres actifs (Mendola et Simtowe, 2014)

La présente étude a été conduite dans le but d'évaluer les impacts socio-économiques du site intégré de création d'actifs productifs de Illimazak dans la commune rurale de Tabalak.

## II. METHODOLOGIE

### 2.1. Présentation de la zone d'étude

Le site d'Illimazak est situé dans la commune rurale de Tabalak. La commune rurale de Tabalak est située dans le département d'Abalak, région de Tahoua (figure 1). Le climat est de type sahélo-saharien caractérisé par une saison de pluies qui dure 3 à 4 mois (juin à septembre) une saison très fraîche et sèche avec surtout de vents très forts de novembre à la fin février et une saison très chaude et sèche avec des vents modérés de transition tout le reste de l'année. Les températures moyennes annuelles dans la zone se situent entre 20° C et 34° C mais elles peuvent descendre à 8° en février et peuvent remonter à 42°C en avril et mai (PDC,2022). Les sols argileux ou sableux autour des mares et des plateaux, limoneux sableux au niveau des vallées et glaciés au niveau des plateaux. Les sols dunaires sont généralement lessivés, les bas-fonds sont ensablés alors que les plateaux sont glaciés (PDC,2022). La flore ligneuse est composée essentiellement des espèces épineuses comme les acacia, Balanitese abyptiaca, et les Ziziphus. La population de la commune est estimée en 2022 à 61 023 habitants dont 30396 femmes et 30627 hommes. Les principales activités économiques des populations sont l'agriculture, l'élevage et le commerce auxquelles on peut ajouter quelques activités génératrices de revenus.

Le site d'Illimazak est situé à environ 9 km au Sud-Est du chef-lieu de la commune rurale de Tabalak. Les villages qui composent le site sont : Illimazak, Intazak, Ofaharas, Abandaroum, Tabaghaghoun, chimborian, Tarbadam, Chibital, Ighoran Adernagar, et Illimazak hameaux. Les coordonnées géographiques du site sont : N 15°06'075'' E 05°72'774''.

Ce site de récupération des terres couvre une superficie d'environ 600 ha. La morphologie du site est caractérisée par des collines, des versants, des glacis et des plateaux. Le site est fortement érodé sur les collines presque sans végétation et une multitude des ravinements (koris, ruisseaux, griffes). Le basfond est constitué de grandes superficies glaciées clairsemées de griffes de végétation concentrées le long des ravins.

Aussi, la vue globale du site donne une étendue de terres dénudées laissant un espace désolant, ou l'assèchement des plantes et des herbacés est rapide sous les effets de l'encroûtement de la couche superficiel, de l'accélération du ruissèlement et des fortes températures. Ces facteurs rendent impossible toute forme d'exploitation agro-sylvopastorale. Cependant, les textures argilo-limoneuses et argilo-sableuses en grande partie présageront toutes les potentialités de production agricole.

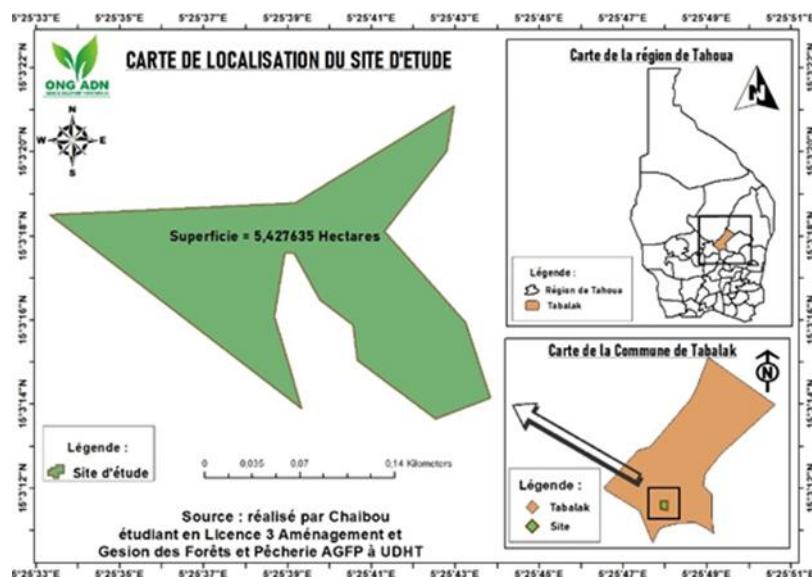


Figure 1 : localisation du site d'étude

### 2.2. Echantillonnage et collecte des données

Les données ont été collectées auprès de 150 ménages bénéficiaires des activités de FFA (Food Assistance For Assets (Assistance alimentaire pour la création d'actifs)) choisis de façon aléatoire dans les 10 villages qui composent le site à raison de 15 bénéficiaires par village. Des questionnaires individuels ont été administrés aux ménages bénéficiaires.

### 2.3. Traitement des données

Le tableur Excel a été utilisé dans le traitement des données. Les données sont dépouillées et épurées avant d'être saisies dans le tableur Excel.

## III. RESULTS AND DISCUSSIONS

### 3.1. Caractéristiques des enquêtés

Sur les 150 bénéficiaires enquêtés, 82 sont des femmes soit 54,67%. Les tranches d'âge les plus représentées sont les personnes agées de 40 à 59 (37%) suivies des personnes agées de 20 à 40 ans (34%). Ces enquêtés sont majoritairement des analphabètes (59,33%). L'agriculture représente l'activité principale des 76% des enquêtés.

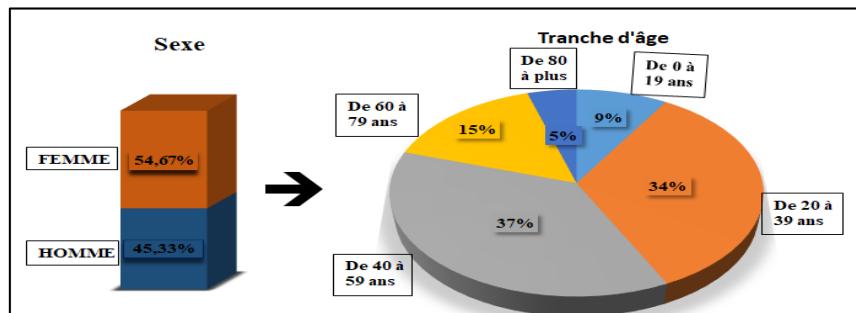


Figure 2 : Répartition par sexe et par tranches d'âge des enquêtés

### 3.2. Perception paysanne de la dégradation des terres

#### 3.2.1. Les causes de la dégradation des terres

D'après les enquêtés, les principales causes de la dégradation des terres sont les changements climatiques (sécheresses et pluies torrentielles (61,89 %)), suivis de loin par la coupe abusive du bois (19,2 %).

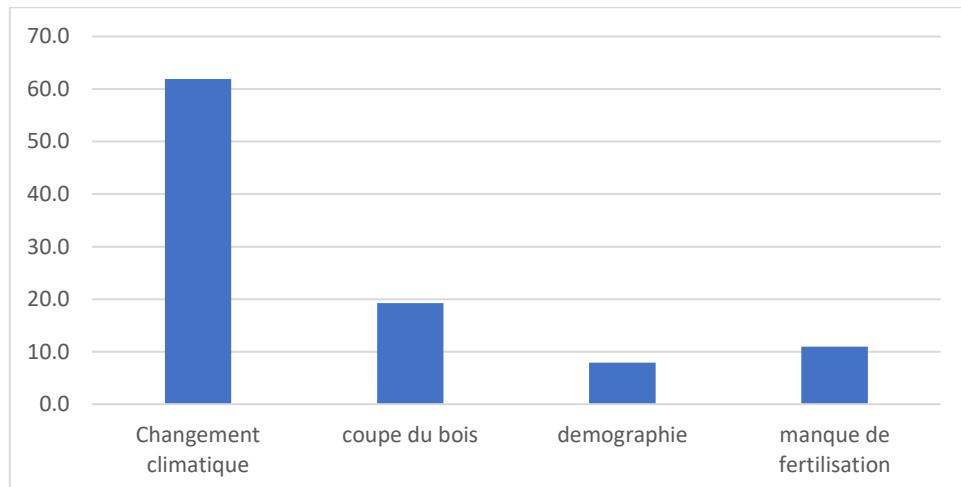


Figure 3 : Les causes de la dégradation des terres

#### 3.2.2. Les indicateurs d'un sol dégradé

Plusieurs indicateurs (figure 4) sont utilisés pour apprécier la dégradation des sols dans la zone. Les principaux indicateurs sont l'encroûtement du sol (31,6 %), l'absence de plantes (27,9 %), les ravinements (17,28%) et les faibles rendements des cultures (17,04 %).

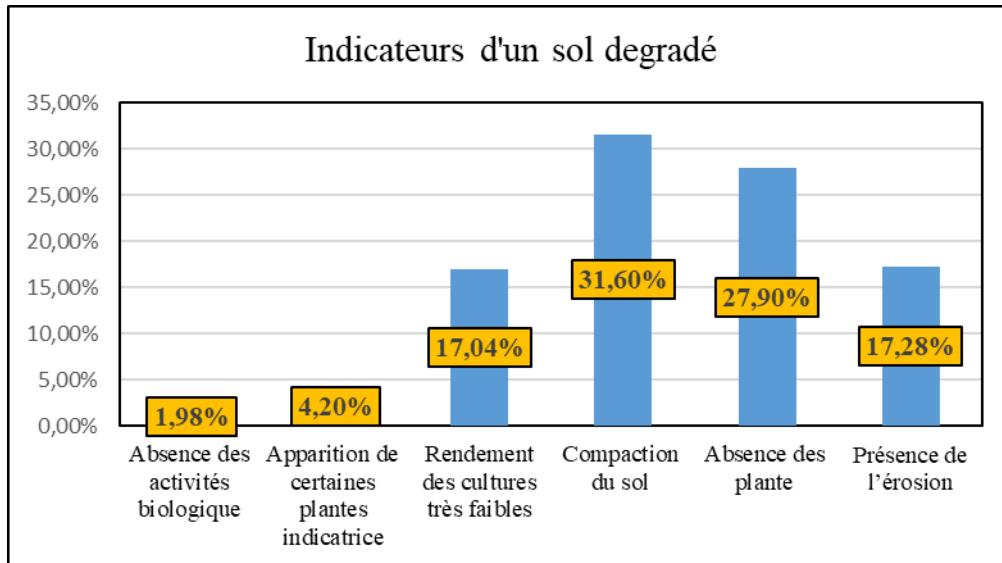


Figure 4 : Les indicateurs d'un sol dégradé

### 3.3. Superficies restaurées

Au total, 129,28 ha de terres dégradées ont été traités sur le site FFA de Illimazak en 5 années d'activités (2019 à 2023) à l'aide des ouvrages de CES/DRS suivis de plantations. Les principaux types d'ouvrages réalisés (figure 5) sont : la demi-lune multifonctionnelle (30,12 %) et les cordon pierreux (28,71%) suivi du Zai (19,88%). Les objectifs visés étaient de récupérer les terres dégradées et améliorer la fertilité des sols pour la pratique de l'agriculture, l'élevage et la foresterie.

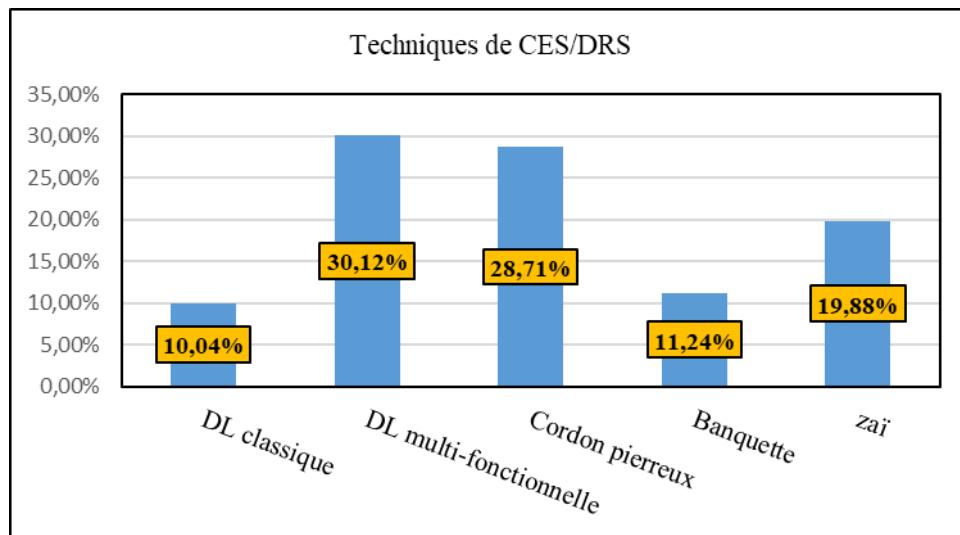


Figure 5 : Les techniques de CES/DRS réalisé sur le site

### 3.4. Situation avant la création d'actifs productifs

Avant l'aménagement du site de FFA, les principales difficultés rencontrées par les populations étaient les faibles revenus monétaires (45,61%), la dégradation des terres cultivables 12,13%, le manque de fourrage (10,88%), le manque d'eau (10,88%) et les faibles rendements agricoles (7,53%). Le revenu mensuel du ménage des bénéficiaires avant la création d'actifs productifs est inférieur à 20 000 FCFA par mois pour 96,4% d'entre eux alors que 32,17 % gagnent moins de 5000 FCFA par mois. Aucun ménage ne gagne 30000 F par mois.

### 3.5. Situation après la création d'actifs productifs

Après la création d'actifs productifs, tous les ménages enquêtés gagnent actuellement un revenu supérieur à 10 000F le mois et 17,27% des ménages gagnent au moins 30 000F par mois. 49,45 % des ménages qui ont l'agriculture comme activité principale gagnent entre 25000 à 30000 F CFA par mois et 5,49 % de ces ménages gagnent plus de 30000 FCFA par mois. 76,92% des ménages gagnent plus de 20000 FCFA par mois.

### 3.6. Produits et services issus du site après restauration

Les travaux de restauration ont permis de rendre les terres aptes aux activités agricoles. Ainsi, les populations bénéficiaires tirent plusieurs avantages de l'exploitation du site après les travaux de restauration. Les principaux avantages sont les produits destinés à l'alimentation humaine (35,08%), le fourrage pour le bétail (25,59%), des revenus monétaires pour 28,88 % et de l'énergie pour 6,44 %. Les photos 1 et 2 illustrent le site avant et après les actions de création d'actifs productifs.



Photo 1 : Etat du site pendant FFA

Photo 2 : Etat du site après le semis

### 3.7. Utilisation des revenus tirés des activités de création d'actifs productifs

Les revenus issus des activités de FFA ont servi principalement à l'achat de vivres (32,70%) l'achat de produits non alimentaires (23,51%) et l'investissement dans les actifs (bétail...) (23,51%).

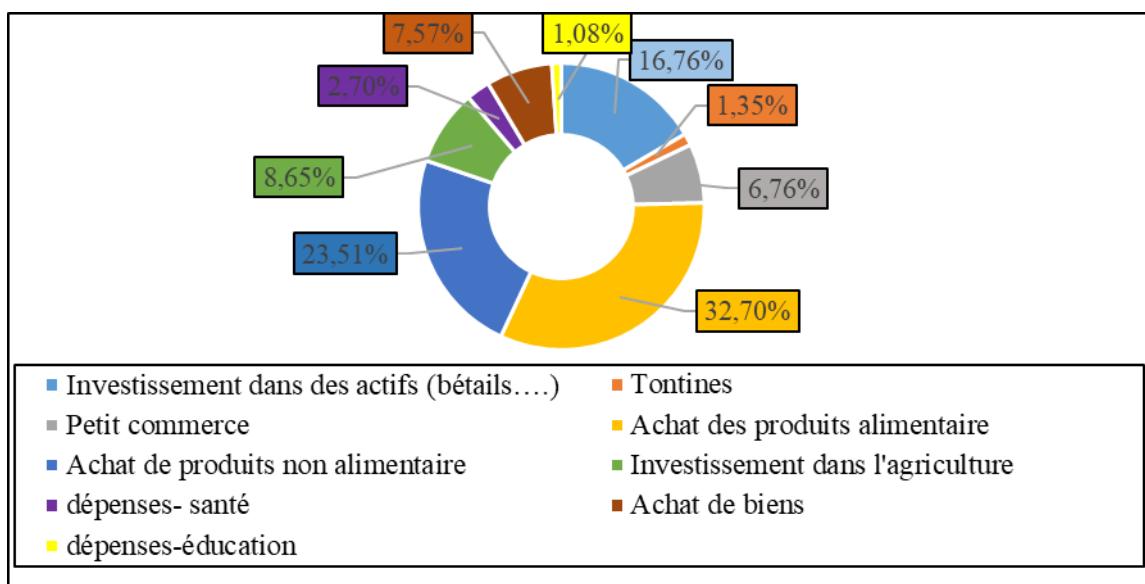


Figure 6 : utilisation des revenus tirés des activités de création d'actifs productifs

### **3.8. Importances sociales du site**

Les principaux avantages sociaux du site sont le renforcement de la cohésion sociale (35,77%), la diminution de la migration (22,14%) et la diminution du chômage (15,33%).

Tableau 1: Importances sociales du site

Variable	Nombres	Pourcentage
Cohésion sociale	147	35,77%
Mariage inter-village	34	8,27%
Prise de conscience	37	9,00%
Diminution de la migration	91	22,14%
Diminution du chômage	63	15,33%
Connaissance inter-village	39	9,49%

## **IV. DISCUSSION**

Les résultats de cette étude montrent que la plupart des enquêtés et des participants à ces travaux de FFA sont des femmes (54,67%) et la tranche d'âge 40 à 59 ans est la plus dominante. Cela peut être dû à la migration des hommes vers les centres urbains ou les pays voisins pendant la période des travaux. Cela s'explique aussi par le fait que la plupart des hommes n'ont pas souhaité participé aux programmes de FFA jugés peu rémunérés. Ainsi, ce sont essentiellement les hommes âgés qui ont participé à ce programme du fait qu'ils n'ont pas d'autres alternatives comme les plus jeunes. Ce résultat rejoint celui de Zalyn (2018) qui explique qu'au Kenya, les hommes ont indiqué dans les groupes de discussion qu'ils participeraient davantage aux programmes de FFA si la valeur de transfert était plus élevée. Il ajoute aussi que, dans les sites visités au Niger, où la valeur de transfert était relativement élevée, moins de 5 % des participants au programme de FFA étaient des femmes. En fait, dans toutes les cultures et quel que soit le niveau de développement, les femmes assument le travail non rémunéré de reproduction et de soins. Partout, leur temps total d'activités payées et non payées est plus important que celui des hommes (PNUD, 1997).

L'érosion, la sécheresse, la coupe abusive du bois, les cultures non restituées, une forte démographie, la désertification et le changement climatique sont les causes principales de la dégradation des terres. Ces résultats peuvent être comparés à celui de Mostafia (2013) qui montre que les causes anthropiques, la péjoration climatique, les températures et les vents, la baisse de fertilité des sols, le ruissellement et l'infiltration sont les causes principales de la dégradation du sol.

Plusieurs techniques de récupération de terre ont été réalisées sur le site de FFA de Illimazak Il s'agit des demi-lune classiques, des demi-lunes multifonctionnelles, des cordons pierreux, des banquettes et le zaï afin de lutter mieux contre cette dégradation continue des terres. Le choix des techniques des conservations des eaux et du sol ne sont pas faits au hasard. Une bonne connaissance du comportement du terrain est indispensable pour choisir les types d'ouvrages à réaliser, leurs caractéristiques et comment valoriser le terrain (RECA, 2014). La réalisation de ces ouvrages de CES/DRS a permis à la population de récupérer les terres perdues, d'augmenter la production agricole, d'accroître leurs revenus et de réduire la pauvreté. Ces activités ont alors atteint leurs objectifs car les objectifs des mesures de CES/DRS au niveau des bénéficiaires sont une amélioration de la sécurité alimentaire grâce à une sécurisation, augmentation et diversification de la production, ce qui leur permet de mieux subsister pendant la période de soudure. Les revenus sont plus diversifiés et augmentent, ce qui a des effets sur la réduction de la pauvreté GIZ (2012). Ces résultats aussi sont comparables à ceux de Ratoni et Reij (2009) qui affirment que suite aux interventions des projets PIK (Laba et Tinkirana) PDRT (Kolloma, Guidan Toudou), PASP (Boukanda), FIDA (Botodi), la participation accrue aux travaux de récupérations de terre a permis aux femmes et aux hommes d'accéder à d'importantes quantités de vivre.

Ces actions ont aussi permis d'améliorer la cohésion sociale, de favoriser les mariages inter-villages, la diminution de la migration, la diminution du chômage. Ces effets sociaux obtenus sont comparables à ceux obtenu par Zalynn (2018) qui a montré que le processus consistant à réunir des femmes et des hommes pour travailler à construire un actif collectif (appartenant à un groupe ou à une communauté) a donné aux femmes (et aux hommes) d'excellentes occasions de nouer de nouvelles amitiés, d'établir et de faire partie de réseaux de soutien, et de renforcer leur sentiment d'efficacité personnelle et d'estime de soi.

Ces actions ont aussi également amélioré significativement les revenus monétaires des ménages bénéficiaires. En effet, avant l'aménagement du site, un très petit nombre (3,6%) des ménages gagnait un revenu compris 20 000F à 25 000F et aucun ménage enquêté ne gagnait un revenu monétaire de plus de 30 000F par mois tandis que pendant les actions de FFA, plus de 43,36% des ménages gagnent un revenu monétaire compris entre 25 000F à 30.000F et 17,27% de ménages enquêtés gagnaient plus de 30.000F par mois. Cela peut être expliqué par le transfert monétaire à travers le Cach for Work qui permet à un bénéficiaire de gagner jusqu'à 28 000 F par mois en fonction du nombre des ouvrages réalisés et de sa participation.

Ces revenus tirés des Cach for work ont servi essentiellement à la population d'avoir accès aux produits vivriers, à l'entretien des ménages, aux investissements dans l'agriculture et dans les actifs, à l'achat d'autres biens comme lampe torche, téléphone portable. Ces résultats sont similaires à ceux du CNSEE (2013) qui a montré que les revenus issus des activités de récupération des terres ont servis essentiellement à l'achat de vivres (47%) et à l'entretien des ménages (27%).

## V. CONCLUSION

La présente étude visait à faire ressortir les impacts socio-économiques activités de création d'actifs productifs du site intégré FFA de Illimazak.

Il ressort des résultats que les activités de FFA ont eu des répercussions sur les conditions de vie des populations à travers notamment le Cash for work qui a permis aux bénéficiaires d'acheter des vivres, de faire des investissements dans l'agriculture, la santé et l'éducation.

Les ouvrages anti érosives ont permis considérablement de façon direct ou indirect à la population de récupérer les terres perdues, d'augmenter la production agricole, d'accroître leurs revenus, de réduire la pauvreté et la dégradation des sols qui menace leur condition de vie même.

Pour pérenniser les acquis et améliorer les conditions de vie des bénéficiaires :

- Il faut sensibiliser les populations sur les facteurs de dégradations anthropiques des terres ;
- Appuyer les populations à développer des AGR;
- Revoir le dispositif actuel de sécurisation des fonds subventionnés de FFA par la mise en place de commissaires au comptes pour la gestion et le contrôle.

### Conflit d'intérêt

Les auteurs déclarent qu'il n'existe aucun conflit d'intérêt lié à ce travail.

### REMERCIEMENTS

Aux termes de ce travail, les auteurs remercient sincèrement l'ONG ADN (Agence de Développement Nourriterre) pour le soutien financier et le cadre créé qui ont permis le bon déroulement de cette étude.

### REFERENCES

- [1]. Abdelhak S., Sulaiman J. and Mohd S., (2012), « The Role of Assets in the Enhancement of Households' Income: A Study of Poverty Alleviationamong Rural Communities of Kelantan and Terengganu »Asian Social Science; Vol. 8, No. 11.
- [2]. ADN. (2021). Presentation de l'organisation (domaines d'activités réalisées dans le passé). Tahoua, Abalak, Keita, Tahoua, Madaoua, Illela, Konni, Tahoua.
- [3]. Barrett C. C. and ReardonT., (2000), « Asset, Activity, and Income Diversification Among Agriculturalists: Some Practical Issues », 41p.
- [4]. Boughalem Kasmi Mostafia, (2013), « impact des systèmes de gestion sur la vulnérabilité des sols à l'érosion ; cas du bassin versant de l'Isser-Tlemcen (Algérie), Département des sciences d'Agronomie et des forêts, 24p.
- [5]. Dr. Adamou A, 2010. Rapport sur les techniques de captage de l'eau des pluies au Nige.Stockholm Environnement Institute.
- [6]. Katz, E. and Chamoro J. (2003), « Gender, Land Right and the House hold Economy in Rural Nicaragua and Honduras », Presented at The Annual Conference of the Latin America and Caribbean Economics Association, Puebla, Mexico.
- [7]. Kolenikov, S. and Angeles, G. (2009), « Socioeconomic Status Measurement with Discrete Proxy Variables: Is Principal Component Analysis a Reliable Answer? » Review of Income and Wealth, 55: 128–165.
- [8]. Mardochée, Christian Mabi, (2015), « Les actifs productifs influencent-ils le niveau de revenu en milieu rural ? Evidence empirique issue de Shabunda/Est de la RD Congo », HAL, 9p.
- [9]. Mendola M. and Simtowe F., (2014), « The Welfare Impact of Land Distribution: Evidence from a Quasi-Experimental Initiative in Malawi », Development Studies Working Papers n° 366, 30p
- [10]. Moser, C. O. N. (2006). « Asset-based approaches to Poverty Reduction in a Globalized Context: An introduction to asset accumulation policy and summary of workshop findings. Global Economy and Development, The Brookings Institution.
- [11]. ONG-ADA, (2007), guide de développement sur les activités génératrices des revenus, Agence japonaise des ressource vertes (J-GREEN).

## *Impacts socio-économiques d'un site intégré de création d'actifs productifs : cas du site intégré ..*

- [12]. PAM, (2017), « Assistance alimentaire pour la création d'actifs auprès des communautés résistantes en Amérique latine et dans les Caraïbes », PAM, sp.
- [13]. PAM, 2017. Assistance alimentaire pour la création d'actifs auprès des communautés résistantes en Amérique latine et dans les Caraïbes, sp.
- [14]. PAM, 2019.plan de gestion du site agricole de ILLIMAZAK, commune rurale de TABALAK, 2p.
- [15]. PDC, (2021), plan communal de développement (PDC) de la commune rurale de Tabalak 2022-2026. Sp.
- [16]. PNUD, Rapport mondial sur le développement humain 1997
- [17]. RECA (2015), « suivi et évaluation de la mise en valeur des sites récupérés du programme PAM/FAO sur financement de la coopération française (2014) », RECA, sp.
- [18]. Sabine Dorföchter-sulser et Dr. Allemagne, (2012), « bonnes pratiques de CES/DRS. Contribution à l'adaptation au changement climatique et à la résilience des producteurs », GIZ, 14p.
- [19]. Siegel Paul B., (2005), « Using an Asset-Based Approach to Identify Drivers of Sustainable Rural Growth and Poverty Reduction in Central America: A Conceptual Framework », World Bank Policy Research Working Paper 3475, 33p.
- [20]. Winters P., Davis B., Carletto G., Covarrubias K., Quinones E.J., Zizza A., Azzarri C. and Stamoulis K., (2009), « Assets, Activities and Rural Income Generation : Evidence From a Multicounty Analysis », World Development, Vol 37, n° 9, 1435-1452.
- [21]. Zalynn Peishi,(2018), »comment les transferts monétaires et alimentaires et la création d'actifs peuvent contribuer à l'autonomisation des femme: leçon apprises au Niger, au Kenya et au Zimbabwe »,World Food Programme, sp.